

Communiqué de l'Institut pour la justice

écrit par Christine Tasin | 11 avril 2013



Cher lecteur,

Je ne sais pas si vous parlez souvent, en public, de votre soutien à l'*Institut pour la Justice*. Pour ma part, j'avoue que je préfère parfois rester prudente, y compris en famille. Car il faut bien reconnaître une chose, aujourd'hui, si vous vous investissez au côté des prisonniers, vous serez bien vu par tout le monde. On dira de vous que vous êtes une personne généreuse.

Mais si vous vous battez pour les victimes, c'est autre chose. On est facilement taxé d'alimenter la « soif de vengeance ». Même le simple fait de demander qu'un coupable soit sanctionné peut être assimilé à une attitude « répressive », voire « populiste ».

C'est pour vous éviter cette situation que nous avons préparé un manuel, avec tous les chiffres et arguments pour répondre aux personnes qui pensent que vous êtes animé par de mauvais sentiments lorsque vous vous mobilisez à nos côtés pour la défense de la Justice.

Car il faut bien comprendre ceci. C'est en général en toute bonne foi que les gens imaginent que notre arsenal « répressif » est suffisant.

Tous les jours, les gens entendent des experts leur expliquer

que le crime a toujours existé, et que le risque zéro n'existe pas. Des documentaires passent à la télévision, où il est présenté comme une évidence que la prison est une école du crime, et qu'y envoyer les jeunes délinquants ne fait qu'augmenter la récidive. Des politiciens se succèdent dans les médias pour expliquer qu'il est « populiste » d'accuser les juges de laxisme et que la France mène une politique du « tout carcéral » et n'investit pas assez dans la « prévention ».

Ces discours sont omniprésents dans les grands journaux, dans les universités françaises et dans les syndicats de magistrats.

Et pourtant, une vraie connaissance de la réalité judiciaire, de la criminologie, et des statistiques de la délinquance en France, montre que ces idées ne correspondent en rien à la réalité.

Mais encore faut-il prendre un peu de temps pour s'informer. L'avantage est que, une fois que vous avez les vrais chiffres, vous n'avez plus rien à craindre. Ce sont au contraire vos interlocuteurs qui se sentent bien bêtes d'avoir été manipulés par les médias et les faux experts. Et c'est pourquoi nous avons publié ce manuel. Je vous recommande de vous le procurer au plus vite.

Savez-vous, par exemple, que le nombre de places de prison par habitant en France est inférieur de près de moitié à celui de l'Union européenne ? La ministre Christiane Taubira, qui justifie ses réformes laxistes par la nécessité de « sortir de la politique du tout carcéral », abuse donc tout simplement de l'ignorance de nos concitoyens à ce sujet.

Savez-vous qu'une toute petite minorité de criminels « suractifs » est responsable de 80 % des vols et des violences ? Les incarcérer permettrait de diviser par cinq ces délits et crimes sur notre territoire. Les « experts » qui affirment qu'il n'existe pas de solution à l'insécurité sont donc dans le déni de réalité.

Savez-vous que si les « suicides en prison » paraissent si nombreux, c'est parce que la presse passe presque

systematiquement sous silence les cas, beaucoup plus courants, où ce sont les victimes qui mettent fin à leur jours : femmes violées, parents d'enfants assassinés, commerçants agressés, adolescents rackettés et harcelés ?

Savez-vous que la dissuasion – la fameuse peur du gendarme – est tout sauf une illusion ? Lorsque les policiers municipaux se sont mis en grève à Montréal en 1969, des délinquants se sont massivement rendus au centre-ville pour dévaliser les commerces, multipliant par quatre les vols habituellement commis. Avec la fin de la grève, la situation est redevenue normale. Il est donc faux de dire que remplacer les policiers par des assistantes sociales est plus efficace pour lutter contre la délinquance.

Tout cela, vous pourrez l'expliquer à votre entourage avec des mots qui portent lorsque vous aurez en main notre manuel. Il s'intitule « Quand la justice crée l'insécurité », et il a été publié aux éditions Fayard. C'est également un excellent cadeau à offrir à toutes les personnes qui vous entourent, et qui doutent de l'urgence absolue d'une justice plus ferme en France.

Vous y trouverez, de plus, de nombreuses histoires réelles, qui cloueront définitivement le bec à tous les prétentieux qui, d'un air narquois, vous expliquent que vous « manquez d'humanisme » lorsque vous vous scandalisez, avec nous, de l'indulgence dont bénéficient les criminels en France.

Vous aurez la preuve concrète que les idées que vous défendez avec l'Institut pour la Justice correspondent à l'intérêt général, au bien commun, et que c'est bien vous qui êtes du côté de l'humanisme et de la générosité bien comprise.

Enfin, vous l'aurez compris, acheter ce livre est un bon moyen de soutenir notre association et de contribuer à la diffusion de ses idées. Les droits d'auteur nous seront reversés. S'il ne vous plait pas, il vous suffira de nous le renvoyer et nous vous rembourserons.

Je vous remercie d'avoir pris le temps de me lire.

Avec tous mes remerciements,

Laurence Havel

Secrétaire nationale de l'Institut pour la Justice

[Sources](#)